

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 3/4**

### **Avril 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Emile Littré

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P53 du 11 mars 2013 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Emile Littré ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Emile Littré et de la Rue du Pioch de Boutonnet, les conducteurs circulant sur la Rue Emile Littré sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### Article 2 :

Il est instauré une mise en impasse Rue Emile Littré.

### **Article 3 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Emile Littré dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue Pierre Larousse et le n° 90.

### **Article 4 :**

Un double sens de circulation avec sens prioritaire est institué Rue Emile Littré, dans sa partie comprise entre la Rue Pierre Larousse et le n° 90 ; les véhicules circulant vers la rue Pioch de Boutonnet sont prioritaires.

### **Article 5 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Emile Littré côté impair et côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue Pierre Larousse et le n° 90.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### **Article 6 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Emile Littré côté impair face au n° 80.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

### **Article 7 :**

Les cycles ont 6 places réservées Rue Emile Littré côté pair au n° 20.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2013/NT/R/DGU-P53 du **11 mars 2013** susvisé est abrogé.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 15 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23 AVR. 2015

Direction du  
Génie Urbain

Service RTDO

Arrêté n° 2015-P56

**Arrêté permanent  
Mesures de circulation  
Rue Michel-Ange**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À l'intersection, de la Rue Michel-Ange et de l'Avenue Saint Clément, les conducteurs circulant sur la Rue Michel-Ange sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Michel-Ange dans les deux sens.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : **23 AVR. 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service RTDO

Arrêté n° 2015-P57

**Arrêté permanent  
Cédez le passage  
Rue Albert Jacquard**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-25, R. 415-7 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À l'intersection, de la Rue Albert Jacquard et de l'Avenue Albert Einstein, les conducteurs circulant sur la Rue Albert Jacquard sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 15 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **23 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation Rue Pierre Beghin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À l'intersection, de la Rue Pierre Beghin (côté rue de Sicile) et de la Rue Pierre Beghin (côté garages), les conducteurs circulant sur la Rue Pierre Beghin (côté garages) sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 2 :**

Un sens unique est institué Rue Pierre Beghin dans le sens horaire inverse autour de l'îlot au niveau de la résidence bioclimatique.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation Impasse Archimède

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-7 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Impasse Archimède sur la bretelle d'accès au centre de secours Max Dormoy.

**Article 2 :**

À l'intersection, de l'Impasse Archimède et de l'Avenue Albert Einstein. , les conducteurs circulant sur l'Impasse Archimède sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 15 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **23 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Gaillarde

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T478 du **18 mars 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande du Service Jardins Espaces Naturels de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **17 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T478 du **18 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **24 avril 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 avril 2015

20 AVR. 2015

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE  
(Hérault)

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue du Chapeau Rouge

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre des travaux, à la demande de l'entreprise GMT ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Rue du Chapeau Rouge :

- Le **17 avril 2015** le stationnement est interdit. .  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 11h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise GMT.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- Le **24 avril 2015** le stationnement est interdit. .  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 11h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise GMT.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise GMT.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**20 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Piste Cyclable Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de création du puit PS4 à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **22 juin 2015** et jusqu'au **29 janvier 2016** inclus, Avenue de la Pompignane, la circulation des véhicules de chantier est autorisée sur la piste cyclable entre l'école Painlevé et le quai de Cythère.

Un homme dédié au trafic sera en charge des mouvements d'engins.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises CSM BESSAC et SADE.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 22 AVR. 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T714

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de Nazareth**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau à la demande de FREE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, la Rue de Nazareth, dans sa partie comprise entre le n° 32 et la Rue du Pioch de Boutonnet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Font Couverte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **29 avril 2015** inclus, la Rue de Font Couverte, dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et la Rue de la Bégude est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 Avril 2015**

  
Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

20 AVR. 2015

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Chasseurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, la Rue des Chasseurs, dans sa partie comprise entre la Rue de Font Couverte et la Route de Lavérune est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 Avril 2015**

20 AVR. 2015

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Chasseurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Rue des Chasseurs, dans sa partie comprise entre la Rue de Font Couverte et l'Avenue de Toulouse, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Rue des Chasseurs, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

**Article 5 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 Avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**20 Avril 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Max Mousseron

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'extention de réseau à la demande de FREE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, Rue Max Mousseron, le stationnement est interdit sur une distance de 50 mètres à partir de l'Avenue Saint Lazare.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T720

**Arrêté temporaire  
Circulation interdite  
Avenue de Castelnau**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau à la demande de FREE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, Avenue de Castelnau, entre le n° 39 et le n° 31, la circulation est interdite sur la piste cyclables. Les cyclistes devront emprunter les voies utilisées par les véhicules à moteur.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T721

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Combe de Bonesta**  
**et Rue du Pioch de Boutonnet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de France Télécom.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, la Rue du Pioch de Boutonnet sur 50 m de part et d'autre du carrefour avec la rue de la Combe de Bonesta est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de la Combe de Bonesta, dans sa partie comprise entre la Rue du Pioch de Boutonnet et la Rue de la Tour de Candelon

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Tour de Candelon, emprunte :

- la Rue du Mas de Calenda

et se termine sur la Rue de la Combe de Bonesta.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**20 AVR. 2015**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "DÉPARTEMENT DE L'HERAULT" and "MONTPELLIER".

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue des Narcisses et Boulevard Rabelais

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de carottage de souches d'arbres à la demande de la DPB ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, Boulevard Rabelais au n°20 sur deux places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, Rue des Narcisses sur des ateliers mobiles de deux places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SEV.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**20 AVR. 2015**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre des travaux, à la demande de l'entreprise SOGEBALA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **31 octobre 2015** inclus, Boulevard Victor Hugo à l'angle de la place Molière, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise SOGEBALA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEBALA.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**21 AVR. 2015**

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de Ferran,  
Rue des Impressionnistes  
et Avenue de la Justice de Castelnaud**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau d'arrosage à la demande de BRL.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnaud dans le sens Rue des Impressionnistes vers la Rue de la Roqueturière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, la Rue des Impressionnistes entre la rue de Ferran et la Place Barbizon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :  
chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;

- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 3 :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, Rue de Ferran de l'Avenue de la Justice de Castelnau vers l'Impasse des Impressionnistes, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de BRL.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**20 AVR. 2015**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**

A blue circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' is partially visible. Overlaid on the stamp is a blue ink signature, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T727

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue du Mas Rouge**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que la nouvelle section d'autoroute A9b déplacée au sud de Montpellier traverse la Rue du Mas Rouge selon l'emprise du projet ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la nouvelle section d'autoroute A9b ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **30 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue du Mas Rouge, dans sa partie comprise entre la limite nord de l'emprise foncière de la nouvelle plateforme de l'autoroute A9b et la Rue de la Fontaine de la Banquière.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place selon les prescriptions suivantes :

**- Sens sortant**

Cette déviation débute sur la Rue du Mas Rouge à hauteur du carrefour avec l'Avenue Nina Simone et emprunte :

- l'Avenue Nina Simone
- l'Avenue Raymond Dugrand
- la Route Départementale n° 21E6, dite "Avenue des platanes"

et se termine au giratoire sur la RD n° 21E6, sur le territoire de la commune de Lattes.

**- Sens entrant**

Cette déviation débute au giratoire sur la RD n° 21E6, sur le territoire de la commune de Lattes et emprunte :

- l'Avenue Georges Frêche, dite "Route de la mer"
- l'Avenue Raymond Dugrand
- l'Avenue Nina Simone

et se termine sur l'Avenue Nina Simone à hauteur du carrefour avec la Rue du Mas Rouge.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux sous responsabilité d'ASF, maître d'ouvrage de l'opération

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 15 avril 2015**

**20 AVR. 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**Missions de géomètre : levé topographique, implantation  
de constructions et relevé de bâtiments**  
**Déclaration sans suite**

- Vu le Code des Marchés Publics et plus particulièrement l'article 59 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R en date du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, délégué aux finances ;
- Considérant qu'il est nécessaire de déclarer sans suite l'appel d'offres n°4D0068 « Missions de géomètre : levé topographique, implantation de constructions et relevé de bâtiments », pour motif d'intérêt général ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

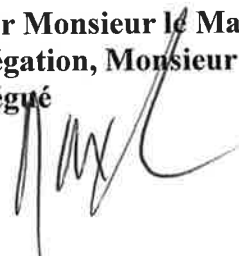
L'appel d'offres n°4D0068 « Missions de géomètre : levé topographique, implantation de constructions et relevé de bâtiments » est déclaré sans suite, pour motif d'intérêt général ;

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée à tous les candidats.

Montpellier, le 16/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Monsieur l'Adjoint  
délégué



**Max LEVITA**

Publié le : 17/04/2015  
Notifié le :



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Azéma

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Azéma depuis la Rue du Professeur Jean Granier vers et jusqu'à l'Avenue de Toulouse.

#### Article 2 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue Azéma et de l'Avenue de Toulouse.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

### Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Azéma côté pair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 16 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 04 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pioch de Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extention de réseau à la demande de FREE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, la Rue du Pioch de Boutonnet, à hauteur des n° 140 et n° 367 et sur une distance de 50m, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Guilhem de Poitiers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de la chaussée à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, l'Avenue Guilhem de Poitiers, dans sa partie comprise entre la Rue des Baléares et la Rue Arnault Peyre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Guilhem de Poitiers, emprunte :

- la Rue Arnault Peyre
  - la Rue Pierre Cardenal
  - l'Avenue Raimbaud d'Orange
- et se termine sur l'Avenue Guilhem de Poitiers.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**20 AVR. 2015**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lavérune

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de carottage de souches d'arbres à la demande du Service Paysage et Biodiversité ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **22 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, sur la Route de Lavérune, dans sa partie comprise entre la Rue du Pas du Loup et la Rue Marie de Sévigné est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SASSEV.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**20 AVR. 2015**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Allée de Delos et Place Dionysos

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une manifestation, à la demande du collègue "Les Aiguerelles" ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Place Dionysos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant à la manifestation.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Allée de Delos, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant à la manifestation.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du collège "Les Aiguernelles".

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Francèze de Cézelli

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection d'une façade à la demande de l'entreprise ETR Façades ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 04 mai 2015 et jusqu'au 05 mai 2015 inclus, au droit du n°3 Rue Francèze de Cézelli, une place de stationnement est réservée pour un véhicule de l'entreprise ETR Façades.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETR Façades.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

**Arrêté temporaire  
Circulation interdite  
Place des Beaux Arts  
Esplanade de la Musique  
Rue de la Poésie  
Rue du Marché aux Bestiaux**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un défilé dansant à la demande de la Maison Pour Tous F.Chopin ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **14 mai 2015**, Place des Beaux Arts, Esplanade de la Musique, Rue de la Poésie et Rue du Marché aux bestiaux, la circulation est interdite de 18h00 à 19h00.  
La libération des voies se fera au fur et à mesure de l'avancement de la manifestation.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Maison Pour Tous F.Chopin

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T733

**Arrêté temporaire  
Mesures de stationnement  
Rue du Marché aux Bestiaux  
et Avenue de Nîmes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Festival Singulièrement Vôtres organisé par la Maison Pour Tous Frédéric Chopin ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, Rue du Marché aux Bestiaux, le stationnement est interdit sauf aux artistes qui interviennent pour ce festival.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, Avenue de Nîmes, dans sa partie comprise entre la Rue du Marché aux Bestiaux et le n° 17, le stationnement est interdit sauf aux artistes qui interviennent pour ce festival.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Maison Pour Tous Frédéric Chopin.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

**Publié le :**

**21 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Carré du Roi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de création d'une chambre à la demande de Free Infrastructure. ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue du Carré du Roi des deux côtés, dans sa partie comprise entre l'Allée Jean Raymond et la Rue du Jardin de la Reine, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules nécessaires au bon déroulement des travaux.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par Free Infrastructure.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de création d'une chambre, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Gerhardt

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de création d'une chambre à la demande de Free Infrastructure. ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue Gerhardt, dans sa partie comprise entre la Rue du Dahlia et la Rue du Faubourg Saint Jaumes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la circulation est interdite aux piétons sur le trottoir côté impair.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par Free Infrastructure.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de création d'une chambre, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Louis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de création d'une chambre à la demande de Free Infrastructure. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **01 juin 2015** et jusqu'au **12 juin 2015** inclus, Rue Saint Louis côté pair au n° 22 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **01 juin 2015** et jusqu'au **12 juin 2015** inclus, Rue Saint Louis, dans sa partie comprise entre l'Avenue d'Assas et la Rue du Jardin Durand, la voie de gauche est réservée à la circulation des véhicules assignés aux travaux de création d'un chambre.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par Free Infrastructure.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

À compter du **01 juin 2015** et jusqu'au **12 juin 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de création d'une chambre, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard des Arceaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Vide Grenier d'AVA. ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **26 avril 2015**, Boulevard des Arceaux, entre le n° 11 et le n° 55 bis, le stationnement côté aqueduc est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des exposants du vides grenier. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association AVA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 21 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Paul Rimbaud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la dépose d'un caisson de chaufferie à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **24 avril 2015**, Rue Paul Rimbaud, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Lodève et la Rue des Avelaniers, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise IDEX.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 16 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**20 AVR. 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T580 du 02 avril 2015 ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 24 avril 2015 les dispositions de l'arrêté 2015-T580 du 02 avril 2015 sont prorogées jusqu'au 29 mai 2015 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

22 AVR. 2015

Luc ALBERNHE



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet, Avenue de la Gaillarde et Place Pierre Viala

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T530 du **26 mars 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du service Eclairage Public de la ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **25 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T530 du **26 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **29 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

**22 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T579 du **02 avril 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de remplacement d'un candélabre à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T579 du **02 avril 2015** sont prorogées jusqu'au **13 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

**22 AVR. 2015**

**délégation officier d' état civil concernant Mme Michèle  
DRAY-FITOUSSI le 02 Mai 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 02 Mai 2015 à 15 heures 30.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- Madame Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 02 Mai 2015 à 15 heures 30.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le *17/04/2015*

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : *21/04/2015*  
Notifié le :

**REGLEMENTS INTERIEURS  
ESPACE MARTIN LUTHER KING  
ET PLATEAU MAGELLAN SITUE AU PREMIER  
ETAGE DE L'ESPACE JACQUES PREMIER  
D'ARAGON**

- Vu le code général des collectivités territoriales;
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques;
- Considérant que l'Espace Martin Luther King et le plateau « Magellan » situé au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, comportant des bureaux et salles de réunions, de cours et d'activités sont gérés par la Direction des Relations Internationales de la Ville de Montpellier qui met des locaux à disposition d'associations montpelliéraines à vocation internationale, humanitaire et de solidarité internationale, qui contribuent au développement d'échanges culturels, associatifs, en lien avec les jumelages de la Ville, avec les coopérations existantes ou autres liens bilatéraux;
- Considérant qu'il convient de faciliter les relations avec les locataires de ces espaces par un règlement intérieur;
- Considérant qu'il y a lieu de préciser les règlements intérieurs de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Magellan;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Les règlements intérieurs des espaces Martin Luther King et Jacques Premier d'Aragon joints en annexe sont approuvés;

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publié le : 21/04/2015**  
**Notifié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de dessouchage à la demande de L'entreprise SAS Sud espaces verts ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **22 avril 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, l'Avenue du Pont Juvénal, dans sa partie comprise entre la Rue Lamartine et la Rue d'Alsace est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

À compter du **22 avril 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, Avenue du Pont Juvénal, dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue Lamartine sur les places de stationnement nécessaires et matérialisées aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le cheminement piéton dévié ponctuellement est sécurisé et matérialisé à l'avancement des travaux

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 avril 2015



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 22 AVR. 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Fabrèges

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement de réseau à la demande de FRANCE TELECOM INGENIERIE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue Frédéric Fabrèges au n°32B sur 4 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue Frédéric Fabrèges, sur 50 mètres au droit du chantier, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée pour les travaux.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation de réseau à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue de Centrayrargues au droit du n° 459 sur 10 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue de Centrayrargues au droit du chantier sur 25 mètres, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Val de Montferrand

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur les antennes à la demande de FREE.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue du Val de Montferrand au niveau du n°378 sur 30m est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les piétons seront dirigés sur le trottoir côté impair

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de NASA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T747

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - STADE RENNAIS FC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 02 mai 2015 MHSC - STADE RENNAIS FC

Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00

**Article 2 :**

Le **02 mai 2015**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.



### Article 3 :

Le **02 mai 2015**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 4 :

Le **02 mai 2015**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

Le **02 mai 2015**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 6 :

Le **02 mai 2015**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

### Article 7 :

Le **02 mai 2015**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

**Article 8 :**

Le **02 mai 2015**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.  
Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 9 :**

Le **02 mai 2015**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.  
Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 10 :**

Le **02 mai 2015**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.  
Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 11 :**

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.  
Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.  
Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.  
Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.  
Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

**Article 12 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 13 :**

Le **02 mai 2015**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.  
Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

**Article 14 :**

Le **02 mai 2015**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.  
Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

**Article 15 :**

Le **02 mai 2015**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 18 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Aramon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T592 du **02 avril 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eaux usées à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **10 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T592 du **02 avril 2015** sont prorogées jusqu'au **30 avril 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE

Publié le :

**22 AVR. 2015**

451

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Pont Trinquat, Rue de Saint Hilaire et Avenue Germaine Tillion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T555 du **02 avril 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **30 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T555 du **02 avril 2015** sont prorogées jusqu'au **15 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

22 AVR. 2015

Publié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T750

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue de Lodève**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux carottage de souche d'arbre à la demande du Service Jardins Espaces Naturels ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue de Lodève depuis la Rue Paul Rimbaud vers et jusqu'à l'Allée Pierre Carabasse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sud Espaces Verts.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**

**Luc ALBERNHE**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T751

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue Paul Bringuier  
et Avenue des Garrats**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'investigations à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue des Garrats est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue Paul Bringuier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**



**Article 3 :**

À compter du 04 mai 2015 et jusqu'au 22 mai 2015 inclus, la circulation est interdite Avenue Paul Bringuier au niveau du passage inférieur  
Ces dispositions sont applicables de 22h00 à 6h00.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Paul Bringuier, emprunte :  
• l'Avenue de Lodève  
et se termine sur l'Avenue des Garrats.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**22 AVR. 2015**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T752

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue du Major Flandre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau Télécom à la demande de FREE.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 avril 2015** et jusqu'au **24 avril 2015** inclus, l'Avenue du Major Flandre du n° 238 au n°275 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**22 AVR. 2015**

**Publié le :**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Major Flandre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande de la DPB.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, l'Avenue du Major Flandre, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Justice de Castelnau et la Rue des Cétoines est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Philip Frères.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 17 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**22 AVR. 2015**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Cante-Gril et Rue Jacques Dalcroze

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213.1 à L. 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T493 du **18 mars 2015** ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T493 du **18 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **30 avril 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 avril 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE  


**22 AVR. 2015**

Publié le :

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015 18661 TIR

**Groupe scolaire OVALIE II**  
**ZAC OVALIE**

**Composition du jury pour désigner le lauréat du  
concours de maîtrise d'oeuvre**

*Vu le code général des collectivités territoriales ;*

*- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Monsieur le Maire ;*

- Vu le code des marchés publics et notamment les articles 24 et 22 ;
- Vu la délibération n° 2014/474 du 6 novembre 2014 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du nouveau groupe scolaire Ovalie II (ZAC Ovalie) et désignant les membres du jury du concours élus en son sein ;
- Vu l'arrêté n° 2014/4240/T/R du 28 novembre 2014 désignant Mme Isabelle MARSALA en tant que représentante de Monsieur le Maire comme Présidente du jury du concours du groupe scolaire Ovalie II ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de construire un nouveau groupe scolaire dans la ZAC Ovalie ;
- Que, pour garantir une cohérence de traitement architectural et technique, il a été décidé de lancer un concours de maîtrise d'œuvre ;
- Que la délibération n° 2014/474 du 6 novembre 2014 a approuvé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du groupe scolaire Ovalie II et a désigné les membres du concours élus en son sein ;
- Qu'il y a lieu de désigner les personnes représentant un intérêt particulier au regard de l'objet du marché et les personnes qualifiées du jury constitué pour désigner le groupement lauréat du marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du groupe scolaire Ovalie II, ZAC Ovalie ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le jury du concours en vue du choix d'un lauréat au concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour la réalisation groupe scolaire Ovalie II à Montpellier est composé des personnes suivantes :

Monsieur le Maire ou son représentant la Présidente du jury, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe Déléguée à la Réussite Educative.

Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en Conseil Municipal.

**Les personnes présentant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours :**

- M. Jean-Paul DAYRE, Directeur du Département Action Solidaire, ou son représentant M. Alain PONS DE VINCENT, Directeur Département Modernisation.
- M. André JEAN, Directeur de la Direction Réussite Educative, ou son représentant Mme Cristel ARROUET, Directrice Adjointe de la Direction Réussite Educative.
- Mme Sylvie MAHOT, Directrice Aménagement Programmation, ou son représentant M. Rémy AILLERET, Directeur du Département Urbanisme et Aménagement.
- Mme Isabelle Le Vannier, Directrice des moyens Généraux et des Bâtiments, Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, Mme Mary-Laure Dupuis, Directrice adjointe des moyens Généraux et des Bâtiments, Montpellier Méditerranée Métropole.

**Les personnes qualifiées représentants au moins un tiers des membres du jury :**

- Le représentant de l'Ordre des Architectes de la région Languedoc-Roussillon, M. René VENTURA ou son suppléant M. Yann ROUBEAU,
- L'Architecte des bâtiments de France, Monsieur Gabriel JONQUERES D'ORIOLO ou son représentant Mme Isabelle HIRSCHY, Ville de Montpellier, mission Grand Coeur.
- Monsieur Jean-Louis DUCHIER, Architecte-Consultant à la MIQCP (mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques) ou son représentant Mme Frédérique COUILLEC, Ville de Montpellier, Service Architecture.
- M. Gaetan Le Penhuel, Architecte ou son représentant M. Dominique Coulon, Architecte.
- Joséphine DEZEUZE, Ingénieur, représentant le CINOV (Fédération des syndicats des métiers de la prestation intellectuelle du Conseil, de l'ingénierie et du numérique) ou son représentant, Bertrand RAVIGNON, Ingénieur.

**Seront en outre invités à participer au jury, avec voix consultative :**

- Le Trésorier principal municipal ou son représentant.
- Le directeur départemental de la protection des populations ou son représentant

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/04/2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le : 21/04/2015

Notifié le :



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Buffon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-15 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Buffon et de la Rue de Las Sorbes, les conducteurs circulant sur la Rue Buffon sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### Article 2 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue Buffon côté pair, entre le n° 236 (non compris) et le n° 266 (compris).  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 20 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 04 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Grasset

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de tirage de câbles à la demande de l'entreprise GRANIOU FIBRE AZUR ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue du Professeur Grasset est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite. La déviation des véhicules se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.  
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRANIOU FIBRE AZUR.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 20 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint/délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**



**Publié le :**

**22 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Icard

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement avec une nacelle à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 mai 2015**, la circulation est interdite Rue Icard

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Icard, emprunte :

- la Rue Marcellin Albert
- la Rue du Bassin

et se termine sur la Rue Icard.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 20 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 22 AVR. 2015**



Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Administratif et Financier

Arrêté n°160-15

## Extrait du Registre des Arrêtés de la Mairie de Montpellier

### **DANGER IMMEDIAT DE SECURITE PUBLIQUE ARRETE DE POLICE GENERALE**

SANS INTERDICTION D'HABITER

**Monsieur Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER,**

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2, L2212-4, et L2215-1 relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le risque immédiat que présente l'immeuble :  
Sis : 4 rue d'Alger à Montpellier.

Propriétaire : Laurence ROUX DE LA PLAGNE DE GENTIL  
Demeurant à : Château de Martinel Chalap, Le Martinel à Cognin (73160)  
Propriétaire : Sophie DE MAILLARD  
Demeurant à : 3 place Louis Pardel à Lyon (69001)  
Propriétaire : François DE MAILLARD  
Demeurant à : 90 rue de Paris à Boulogne Billancourt (92100)

- VU le rapport de l'ingénieur d'astreinte de la ville de Montpellier en date du 21 avril 2015 ;
- Considérant qu'il y a un danger immédiat nécessitant la prise de mesures provisoires et d'urgence, en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'ouvrage susvisé ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1**

La Ville se substitue aux propriétaires de l'ouvrage susmentionnés afin d'assurer la sécurité publique et la sécurité des occupants, en procédant aux mesures suivantes :

- Installation d'un périmètre de sécurité à l'aide de barrières.

#### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires et porté à la connaissance du public par affichage sur la façade de l'immeuble concerné.

### ARTICLE 3

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sûreté Publique.

### ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, le Directeur Départemental de la Sûreté et le Chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

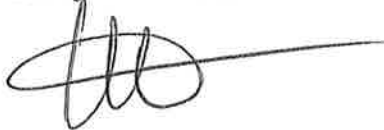
### ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Montpellier ;
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

MONTPELLIER, Le **21 AVR. 2015**

Pour Monsieur le Maire et par Délégation  
L'Adjointe Déléguée



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesure libre Avenue des Droits de l'Homme

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée, afin de permettre le bon déroulement du FISE ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, inversion du sens de circulation

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Etats Généraux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement de l'organisation du FISE ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 avril 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue des Etats Généraux, dans sa partie comprise entre la Rue Vendémiaire et l'Allée Capitaine Dreyfus, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'organisation du FISE.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **13 mai 2015** et jusqu'au **17 mai 2015** inclus, Rue des Etats Généraux, dans sa partie comprise entre la Rue Vendémiaire et l'Avenue Raymond Dugrand, la circulation est interdite.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs du FISE.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**

  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Luc ALBERNHE

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Raoul Dufy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de DEMENAGEURS bretons ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **30 avril 2015**, Rue Raoul Dufy au droit du numéro 44, le stationnement est interdit sur 3 places.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DEMENAGEURS bretons.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**28 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Aung San Suu Kyi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagements sur l'immeuble la Mantilla à la demande de l'entreprise Sols L.R. ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 avril 2015** et jusqu'au **29 avril 2015** inclus, la Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Shirin Ebadi et l'Avenue Théroigne de Méricourt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **28 avril 2015** et jusqu'au **29 avril 2015** inclus, la Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Elie Wiesel et la Rue Shirin Ebadi est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Théroigne de Méricourt, emprunte :

- la Rue Wangari Maathai
- et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 28 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Font Couverte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue de Font Couverte, dans sa partie comprise entre la Rue du Fer à Cheval et la Rue de la Bégude, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**28 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Grand Saint Jean

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-7 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T342 du **25 février 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de recalibrage de la conduite de gaz à la demande de GRDF ; ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **01 mai 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T342 du **25 février 2015** sont prorogées jusqu'au **29 mai 2015** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 21 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

**29 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T769

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Catalan

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux sur le réseau Aep dans le cadre de l'aménagement de la ZAC NOUVEAU SAINT ROCH ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 23 avril 2015 et jusqu'au 24 avril 2015 inclus, Rue Catalan, dans sa partie comprise entre la Place Rondelet et la Rue Albert Leenhardt, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

#### Article 2 :

À compter du 23 avril 2015 et jusqu'au 24 avril 2015 inclus, la Rue Catalan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 avril 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Grand Saint Jean

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le pont de Sète à la demande du service voirie de la ville de Montpellier. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **28 avril 2015** inclus, la Rue du Grand Saint Jean depuis la Rue Pagézy vers et jusqu'à la Place de Strasbourg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Grand Saint Jean, emprunte :

- la Place Saint Denis
- la Rue Rondelet
- la Rue Ernest Michel
- le Boulevard Berthelot
- le Boulevard Vieussens
- la Rue Boyer

et se termine sur la Place de Strasbourg.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 29 AVR. 2015

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1776/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame Mylène  
CHARDES, 18<sup>ème</sup> Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0035/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Mylène CHARDES, 18<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0035/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Mylène CHARDES, 18<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2015**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

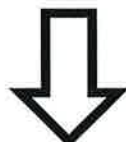
Arrêté municipal n°2015/1776/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Mylène CHARDES

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1777 H/R

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Luc  
ALBERNHE, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0034/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Luc ALBERNHE, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0034/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Luc ALBERNHE, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1777/T/R  
du 22 avril 2015

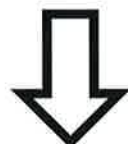


2

**Elu :**

Monsieur Luc ALBERNHE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1778/T/R

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Fabien  
ABERT, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0107/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Fabien ABERT, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0107/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Fabien ABERT, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

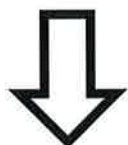
Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1778/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Monsieur Fabien ABERT

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 20ème Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0037/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 20<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0037/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 20<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

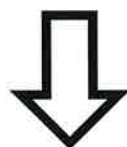
Arrêté municipal n°2015/1779/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

**Signature (obligatoire)**

Brigitte ROUSSEL-GALIANA  
Adjointe au Maire



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1780/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Lorraine  
ACQUIER, 10ème Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n°2015/0108/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Lorraine ACQUIER, 10<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n°2015/0108/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Lorraine ACQUIER, 10<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1780/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Lorraine ACQUIER

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Titina  
DASYLVA, 11<sup>ème</sup> Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0041/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Titina DASYLVA, 11<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0041/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Titina DASYLVA, 11<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1781/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Titina DASYLVA

**Signature (obligatoire)**

T. DASYLVA



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Pascal  
KRZYZANSKI, 12ème Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0042/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Pascal KRZYZANSKI, 12<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0042/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Pascal KRZYZANSKI, 12<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1782/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Monsieur Pascal KRZYZANSKY

**Signature (obligatoire)**

Mr Pascal KRZYZANSKI  
Adjoint au Maire  
Délégué quartier Près d'Arènes



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Sauveur  
TORTORICI, 13<sup>ème</sup> Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0045/T/R en date du 20/04/2015 portant délégation de fonctions à M. Sauveur TORTORICI, 13<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté n° 2015/0045/T/R en date du 20/04/2015 portant délégation de fonctions à M. Sauveur TORTORICI, 13<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Sabria  
BOUALLAGA, 14ème Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0043/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Sabria BOUALLAGA, 14<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0043/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Sabria BOUALLAGA, 14<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1785/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de M. Christophe COUR, 15ème Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n°2015/0044/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Christophe COUR, 15<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n°2015/0044/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Christophe COUR, 15<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier

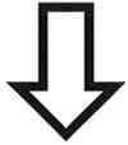


**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1785T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**  
Monsieur Christophe COUR

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

Arrêté n° 2015/1786/T/R

**Rapport de la délégation de Mme Stéphanie JANNIN,  
1ère Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0093/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Stéphanie JANNIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0093/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Stéphanie JANNIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1786/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Stéphanie JANNIN

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Max  
LEVITA, 2ème Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0038/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Max LEVITA, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0038/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Max LEVITA, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

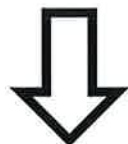
Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

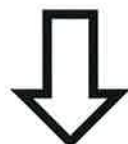
Arrêté municipal n°2015/1787/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Max LEVITA

**Signature (obligatoire)**

M. LEVITA  
Adjoint au Maire



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Marie-  
Hélène SANTARELLI, 3<sup>ème</sup> Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0039/TR en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Marie-Hélène SANTARELLI, 3<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0039/TR en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Marie-Hélène SANTARELLI, 3<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



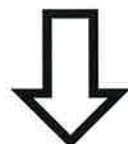
**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1788/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Marie-Hélène SANTARELLI

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

Arrêté n° 2015/1789/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de M. Abdi EL KANDOUSSI, 4ème Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0144/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Abdi EL KANDOUSSI, 4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0144/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Abdi EL KANDOUSSI, 4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1790/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de Mme Isabelle MARSALA, 5ème Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0145/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Isabelle MARSALA, 5ème Adjointe au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0145/T/R en date du 27/01/2015 portant délégation de fonctions à M Mme Isabelle MARSALA, 5ème Adjointe au Maire, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

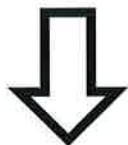
Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

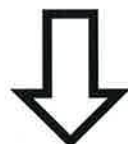
**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1790/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Isabelle MARSALA

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 205/1791/T/R**

## **Rapport de la délégation de fonctions de M. Gérard CASTRE, 6<sup>ème</sup> Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0102/T/R en date du 21/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Gérard CASTRE, 6<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0102/T/R en date du 21/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Gérard CASTRE, 6<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2015**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1791/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Monsieur Gérard CASTRE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Patricia  
MIRALLES, 7<sup>ème</sup> Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0103/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Patricia MIRALLES, 7<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0103/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Patricia MIRALLES, 7<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2015**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1792/T/R  
du 22 avril 2015

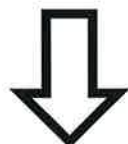


2

**Elu :**

Madame Patricia MIRALLES

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1793/T/R**

## **Rapport de la délégation de fonctions de Mme Annie YAGUE, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n°2015/0104/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Annie YAGUE, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n°2015/0104/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Annie YAGUE, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2015**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 205/1794/T/R

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame  
Chantal LEVY-RAMEAU, 16ème Adjointe au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0098/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Chantal LEVY-RAMEAU, 16<sup>ème</sup> Adjointe au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0098/T/R en date du 20/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Chantal LEVY-RAMEAU, 16<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

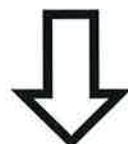
Arrêté municipal n°2015/1794T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Chantal LEVY-RAMEAU

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1795/T/R

**Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Cédric  
De SAINT JOUAN, 17ème Adjoint au Maire**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0127/T/R en date du 21/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Cédric De SAINT-JOUAN, 17<sup>ème</sup> Adjoint au Maire ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0127/T/R en date du 21/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Cédric De SAINT-JOUAN, 17<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1795/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Cédric de SAINT JOUAN

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur  
Robert COTTE, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0113/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Robert COTTE, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0113/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Robert COTTE, Conseiller municipal est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1818/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**  
Monsieur Robert COTTE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

Arrêté n° 2015/1819/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Bernard TRAVIER, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/00124/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Bernard TRAVIER, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/00124/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Bernard TRAVIER, Conseiller municipal, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 22/04/2015  
Notifié le :

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame Maud  
BODKIN, Conseillère municipale**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0125/T/R en date du 20 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Maud BODKIN, Conseillère municipale ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0125/T/R en date du 20 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Maud BODKIN, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1820/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Maud BODKIN

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.



## **Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Guy BARRAL, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0120/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Guy BARRAL, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0120/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Guy BARRAL, Conseiller municipal, est rapporté.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1821/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Guy BARRAL

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Jean-  
Luc COUSQUER, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0123/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Guy BARRAL, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0123/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Guy BARRAL, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

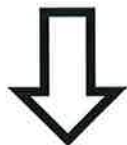
Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

**Arrêté municipal n°2015/1822/T/R  
du 22 avril 2015**

2

**Elu :**  
Monsieur Jean-Luc COUSQUER

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 205/1823/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Rabii YOUSSEUS, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0122/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Rabii YOUSSEUS, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0122/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Rabii YOUSSEUS, Conseiller municipal, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1824/T/R**

## **Rapport de la délégation de fonctions de Madame Chantal MARION, Conseillère municipale**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0139/T/R en date du 30 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Chantal MARION, Conseillère municipale ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoints au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0139/T/R en date du 30 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Chantal MARION, Conseillère municipale, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1824/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Chantal MARION

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1825/T/R

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame  
Khanthaly PHOUTTHASANG, Conseillère municipale**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0046/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0046/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1825/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Khanthaly PHOUTTHASANG

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1826/T12**

**Rapport de la délégation de fonctions de Madame Sonia  
KERANGUEVEN, Conseillère municipale**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0121/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Sonia KERANGUEVEN, Conseillère municipale ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0121/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à Mme Sonia KERANGUEVEN, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

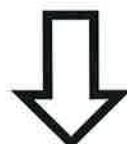
Arrêté municipal n°2015/1826/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Sonia KERANGUEVEN

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1827/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur  
Jérémie MALEK, Conseiller municipal**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0118/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Jérémie MALEK, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0118/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Jérémie MALEK, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1827/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**

Monsieur Jérémie MALEK

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Henri de  
VERBIZIER, Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0106/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Henri de VERBIZIER, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0106/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Henri de VERBIZIER, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

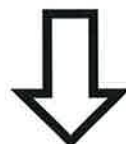
Arrêté municipal n°2015/1828/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Monsieur Henri de VERBIZIER

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Michèle  
DRAY-FITOUSSI, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0112/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0112/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1829/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame DRAY-FITOUSSI

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Valérie  
BARTHAS-ORSAL, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0110/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0110/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

Publié le : 22/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1830/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Caroline  
NAVARRE, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0117/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Caroline NAVARRE, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0117/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Caroline NAVARRE, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



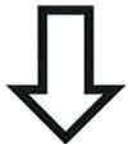
**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1831/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Caroline NAVARRE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.